



TRANSPORTS ROUTIER DE VOYAGEURS - TRANSPORTS URBAINS

TOUS UNIS POUR DIRE STOP AU DUMPING SOCIAL LE 24 SEPTEMBRE



HÉMORRAGIE D'EMPLOIS DE QUALITÉ EN OCCITANIE

Les salariés du transport de voyageurs par route, tram et métro en région Occitanie souffrent des politiques publiques à travers les appels d'offres lancés tant par le conseil régional d'Occitanie que par les conseils communautaires ou métropolitains.

Les opérateurs des réseaux interurbains ou urbains, qu'ils appartiennent à des multinationales du transport ou des regroupements d'entreprises familiales, **n'ont qu'un seul objectif décrocher des contrats à n'importe quel prix et dans n'importe quelle condition.**

Leur seule ambition est de conquérir ou de garder des marchés pour continuer à accaparer la manne financière publique, tout en faisant payer la facture aux salariés et à la qualité du service public.

La réalité de ces politiques se traduit par la volonté d'opposer les salariés entre eux et la destruction d'emplois de qualité assurant aux salariés de pouvoir vivre dignement de leur travail :



- Dans les transports urbains de Nîmes, c'est près d'un quart des emplois disparus dans la dernière période dans la dernière période et une augmentation de la sous-traitance par des autocaristes pour y palier ;
- Dans les transports urbains de Toulouse, c'est 12% d'emplois en moins et, aujourd'hui, plus de 50% des lignes sous-traitées au TRV moins disant par rapport aux lignes produites en interne ;
- A Transdev Occitanie Pays Nîmois (Ex-STDG), c'est 30 emplois en moins et des salariés transférés qui perdent entre 200€ et 300€ par mois ;
- Aux Courriers du Midi, c'est 22 salariés sur le carreau après l'appel d'offre régional délégué à Herault Transports et des salariés qui perdent près de 6000€ par an suite à leur transfert vers de nouveaux opérateurs.

Cette liste n'est pas exhaustive et ces exemples ne sont que la face visible de la marchandisation du service public du transports de voyageurs, qu'il soit urbain ou interurbain, servant exclusivement au service du capital. ■

POUR AUTANT, RIEN N'EST INELUCTABLE !

Des solutions existent pour ne plus subir et sortir de cette spirale du dumping social qui ne sert que la cupidité des opérateurs privés du transport !

Rien n'est inéluctable à partir du moment où nous nous donnons les moyens de nous faire entendre.

Le 24 septembre est la première étape d'un processus d'action qui doit nous permettre de relever la tête et d'exiger d'autres politiques de transports.

Exigeons, ensemble et immédiatement, auprès des pouvoirs publics, et en particulier des élus du conseil Régional et des Autorités Organisatrices de la Mobilité les revendications suivantes :

- Le retour à une gestion plus saine des finances publiques par la **mise en place de gestion directe des opérateurs de transports** (Régie, SPL, Sem, ...) ;
- La **portabilité des accords existants et des grilles de salaires** lors des changements d'opérateurs ;
- L'**interdiction de toute externalisation** des missions du service publics (exploitation, maintenance, contrôle, commercial, ...) pour éviter la sous-traitance en cascade et permettre de garantir le reclassement des salariés ;
- **Contre le morcellement des lots et l'obligation d'unité économique et sociale** (UES) en cas de délégataires de type groupement d'employeurs.

#24 SEPTEMBRE 2019

TOP DÉPART !

Pour la première fois et tous ensemble, les salariés des TU et TRV sont appelés à agir collectivement en Occitanie.

Nous appelons tous les salariés du transport de voyageurs par car, bus, métro ou tram à se mobiliser le

#24 SEPTEMBRE 2019

dans leurs entreprise et leurs localités

**PUIS À PARTICIPER AU RASSEMBLEMENT DEVANT LE
SIÈGE DU CONSEIL RÉGIONAL À 14H30
À MONTPELLIER AU 201, AVENUE DE LA POMPIGNANE**